

La Croix-Rouge suisse face aux défis de l'an 2000

par Kurt Sutter

Cent vingt-cinq ans après sa création, la Croix-Rouge suisse (CRS) bénéficie encore du souvenir, toujours vivant en Suisse, de l'œuvre d'Henry Dunant. Le fait que 98% de la population adulte de notre pays connaissent la Croix-Rouge profite à la CRS, même si la plupart des gens sont incapables de distinguer les différentes institutions de la Croix-Rouge et que peu d'entre eux savent quelle est la véritable mission de la CRS.

Il en reste néanmoins un avantage pour la CRS parce que, dans sa majorité, la population part du principe que la Croix-Rouge est une bonne institution et qu'elle est importante.

Cette bienveillance à l'égard de la CRS est à la fois une chance et une responsabilité pour elle: en effet, cette base de confiance lui permet de trouver l'appui nécessaire pour accomplir les tâches humanitaires qui l'attendent. Mais parallèlement, elle implique aussi une responsabilité pour la CRS, comme le laissent prévoir les perspectives d'avenir pour notre pays.

Si la CRS veut relever les défis de demain, elle doit:

- prouver sa capacité opérationnelle tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de nos frontières;
- poursuivre le développement de ses structures et de ses moyens de collaboration avec des partenaires sur les plans national et international;
- obtenir le soutien nécessaire de la part des autorités, des milieux économiques et de la population, en recourant à des méthodes modernes de relations publiques, à un travail d'information et de persuasion.

Il va de soi que ces problèmes, de niveaux divers, s'interpénètrent. Ainsi, toute modification des tâches entraîne une révision des structures, et le lancement de nouveaux projets exige des activités de relations publiques coordonnées dans le temps.

Ci-après, nous mettons en lumière certaines des questions cruciales qui se poseront à l'avenir sur le plan des activités opérationnelles de la CRS, tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger. La conclusion traitera de manière concise des nouvelles tendances qui s'exercent au sein du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge en matière de coopération.

1. LA CROIX-ROUGE SUISSE FACE AUX DÉFIS DES ACTIVITÉS PRATIQUES À L'INTÉRIEUR DES FRONTIÈRES

A. Quelle tâche incombe à la Suisse?

Même dans notre pays qui jouit d'une situation privilégiée, la Croix-Rouge est confrontée à des défis considérables, comme l'indiquent les prévisions dans les domaines de l'aide sociale, de la santé et du sauvetage.

- ***Augmentation du nombre de personnes âgées***

La proportion de personnes âgées dans l'ensemble de la population sera en forte hausse, alors que le nombre de jeunes s'engageant dans les professions de la santé ira en diminuant. L'autoassistance et l'action des auxiliaires non professionnels joueront un rôle beaucoup plus important dans les soins et l'assistance aux malades et aux personnes âgées que dans les vingt dernières années, même si la proportion déjà élevée du personnel soignant étranger continue d'augmenter.

- ***Lacunes dans le Service sanitaire coordonné***

Les expériences faites au cours de ces dernières années montrent qu'il n'est pas possible, malgré de considérables efforts en matière de recrutement et malgré une coordination moderne de tous les services de la santé, de recruter du personnel sanitaire et soignant en nombre suffisant dans la perspective de catastrophes civiles ou liées à la guerre. La population féminine est peu disposée à se mettre bénévolement à la disposition du service sanitaire de la protection civile de l'Etat ou de celui de l'armée.

- ***Diminution de dons du sang***

C'est avec fierté que l'on note que la Suisse subvient elle-même totalement à ses propres besoins en matière de produits sanguins. La position éminente du Service de transfusion sanguine de la CRS est incontestée, mais les dons de sang sont en léger recul d'année en année, et l'on enregistre çà et là des «goulots d'étranglement» pendant la période des vacances d'été.

- ***Augmentation des groupes de personnes «en marge»***

C'est avec un certain étonnement que l'on a appris ces mois-ci, sur la base d'études scientifiques fondées, que 10 à 15% de la population suisse vivent au-dessous du seuil de pauvreté et qu'un autre dixième de la population risque de tomber dans l'indigence. Les personnes le plus fréquemment touchées sont les personnes âgées qui n'ont pas cotisé à une caisse de retraite, les parents élevant seuls leur(s) enfant(s), les chômeurs de longue durée, les toxicomanes ainsi que les individus dont la vie a été brisée à la suite d'une épreuve (divorce, maladie).

Il y a lieu de craindre en règle générale qu'un nombre de plus en plus élevé de gens tombent dans ces groupes «en marge» (drogués, sidaïques, nécessiteux, alcooliques) et ne puissent pas (ou plus) subvenir à leurs besoins élémentaires par leurs propres moyens (il y aura par exemple aussi de plus en plus de sans-abri).

- ***Requérants d'asile et réfugiés***

Les requérants d'asile et les réfugiés reconnus constituent un groupe marginal dont l'importance ne cesse de croître. La politique de la Suisse en matière d'asile s'engage de plus en plus manifestement dans une impasse. Les cas, en nombre rapidement croissant, de requérants d'asile ne peuvent pas être étudiés d'une manière définitive dans un délai de trois à six mois, raison pour laquelle l'hébergement des demandeurs d'asile pose des problèmes et génère des réactions hostiles et dangereuses au sein de la population. Cette xénophobie exprime la peur des contacts ressentis comme inquiétants avec de nombreux représentants de cultures étrangères, que l'on croit capables de disputer à la population résidente le niveau social qu'elle a atteint.

B. Quelle signification pour la Croix-Rouge suisse?

a) Renforcement des capacités d'autoassistance au sein de la population

Depuis de nombreuses années, la CRS offre à la population des cours qui servent, d'une part, à promouvoir la santé et, d'autre part, à la rendre capable de dispenser des soins simples.

Mais il faut malheureusement constater que les gens ne s'intéressent souvent à un cours que lorsqu'ils sont réellement contraints de soigner ou d'aider un parent. Car les cours de soins aux malades traitent d'un aspect négatif de la vie que la plupart des gens veulent occulter le plus longtemps possible.

C'est pourquoi la CRS doit poursuivre ses efforts pour faire connaître ses cours en recourant à des méthodes toujours nouvelles et pour organiser les cours dans les espaces de temps libre. Elle devra également, en plus des cours donnés, s'attacher à rechercher et expérimenter de nouvelles méthodes, variées, de diffusion des informations.

Mais le nombre de participants aux cours destinés à la population augmentera vraisemblablement ces dix prochaines années, surtout parce que la capacité limitée des hôpitaux et des homes contraindra de plus en plus de gens à aider et à soigner eux-mêmes leurs parents ou voisins.

Le devoir premier de la CRS sera donc de veiller à ce que l'on connaisse les cours qu'elle offre et que l'on ait rapidement la possibilité, en cas de besoin, de suivre le cours approprié.

b) Offre de multiples possibilités d'engagement bénévole

● *Services de l'Etat débordés*

Depuis la Seconde Guerre mondiale, on a été habitué en Suisse à confier (pour ne pas dire «coller») les problèmes sociaux et de soins médicaux aux institutions de l'Etat, ou en général à «se débarrasser» de ces cas. La stratégie de la CRS, qui consiste à gagner le plus grand nombre possible de personnes à la cause de l'engagement solidaire et désintéressé, quel qu'il soit, n'a pas rencontré un franc succès dans une société qui devient de plus en plus une société de consommation et de loisirs. Telle est la raison du léger mais constant recul du nombre de dons de sang.

La situation devrait changer d'ici l'an 2000: lorsque les services de l'Etat ne pourront plus faire face à l'ampleur des besoins sociaux et sanitaires futurs et que chacun ressentira de nouveau — après une

expérience douloureuse — que la vie est faite d'échanges solidaires, la disponibilité de chacun à apporter sa contribution regagnera alors du terrain.

● *Nouvelles tendances à des engagements bénévoles*

Le fait qu'une personne soit prête à s'engager volontairement, et sans être rémunérée, dépend également de la possibilité de lui offrir un travail qui lui plaise, voire qui lui procure de la joie. L'éventail de la CRS en matière de services d'assistance bénévole est très large et s'étend, selon les régions, des distributions de repas aux services de transport, en passant par ceux des visites et des bibliothèques. Les aides-soignantes non professionnelles sont également importantes, ainsi que les auxiliaires dans l'assistance aux réfugiés, les auxiliaires administratifs, etc. L'objectif doit être de créer la plus large gamme possible de possibilités d'engagement, de susciter aussi des offres adaptées pour les jeunes.

Il est intéressant que des équipements techniques modernes puissent eux aussi stimuler les services des bénévoles. C'est ainsi que l'on a acheté, il y a une vingtaine d'années déjà, des véhicules adaptés pour les handicapés (les «cars de l'amitié»), non seulement pour permettre à des pensionnaires de homes «cloués» à leur fauteuil roulant de faire une excursion au moins une fois par an, mais aussi pour organiser des rencontres entre des handicapés et des classes scolaires ou pour permettre à des auxiliaires bénévoles et à des handicapés de partager une expérience commune. Ces cars ont été dès le départ un élément motivant pour les bénévoles.

Depuis quelques années, les appareils dits d'alarme jouissent en Suisse d'une popularité qui va croissant. Il s'agit de petits appareils que les personnes âgées ou handicapées vivant seules portent autour du cou ou au poignet comme une montre-bracelet. S'il leur arrive quelque chose, elles appuient sur un bouton de l'appareil; ce geste permet d'avertir automatiquement, par téléphone, un voisin, un parent ou une centrale d'urgence.

Ce type d'appareil nécessite un contrôle environ deux fois par mois. A cet effet, quelqu'un doit rendre visite à son détenteur. Ce service est devenu pour la CRS une nouvelle forme de visite: grâce à l'appareil d'alarme, un(e) assistant(e) bénévole de la Croix-Rouge passe en moyenne toutes les deux semaines, et la plupart du temps, cette visite est l'occasion d'une petite causerie autour d'une tasse de thé ou de café.

Plus la tâche est exigeante, plus l'encadrement et la supervision par des personnes du métier doivent être étroits, et à cet égard, l'aptitude à collaborer avec des non-professionnels revêt une importance toujours accrue.

Actuellement, la CRS est déjà en Suisse l'institution au sein de laquelle la collaboration entre professionnels et non-professionnels est favorisée au maximum. Ce rôle de chef de file, la CRS devra le souligner encore plus fortement à l'avenir.

Au cours de ces dernières années, le nombre de bénévoles et d'auxiliaires de santé de la Croix-Rouge a augmenté d'une façon continue, mais pas aussi rapidement que les besoins en prestations d'assistance.

● *Nouveaux engagements professionnels par des non-professionnels*

Sous la pression de la pénurie de personnel, devenue dramatique, les hôpitaux, maisons de retraite et homes médicalisés, ainsi que les services de soins communautaires ont été de plus en plus contraints d'engager également des auxiliaires de santé non professionnels, à temps complet ou à temps partiel. Cette démarche répondait aux besoins de nombreuses femmes à la recherche d'une activité rémunérée; ce sont surtout des femmes qui, ayant abandonné leur activité professionnelle initiale pour se consacrer à leur progéniture et à leur ménage et, ayant alors perdu le contact professionnel, cherchent fréquemment de tels emplois, que ce soit parce qu'elles ont besoin d'un salaire pour des raisons économiques ou pour affirmer leur identité de femme (sentiment d'être exploitée dans le rôle traditionnel de domesticité de la femme).

Pour cette raison, la CRS tend de plus en plus à devenir l'institution réellement prédominante au niveau national en matière de formation des auxiliaires de santé non professionnels. Dans plusieurs cantons, la CRS recrute des auxiliaires de santé non professionnels et les forme pour des institutions de soins. Les infirmières de la Croix-Rouge conseillent alors le personnel-soignant professionnel qui travaille avec ces auxiliaires, organisent des échanges d'expériences et assurent leur formation continue et leur perfectionnement.

Etant donné que la CRS réglemente et surveille également la formation professionnelle des agents de la santé, elle veillera encore plus fortement à l'avenir à ce que les futurs professionnels soient préparés à coopérer avec les auxiliaires de santé non professionnels.

c) Services sanitaires en cas de catastrophe

Les changements politiques intervenus dans les relations Est-Ouest ont provoqué un débat sur la conception future de l'armée suisse, dont on prévoit une diminution des effectifs. Cela concerne également la CRS qui coopère avec le Service sanitaire de l'armée.

La réalisation d'une «réforme de l'armée 95» s'accompagne donc d'une réforme de la protection civile; ces deux réformes sont liées à la réorganisation des services sanitaires pour les catastrophes civiles, où il existe, comme nous l'avons mentionné, une très forte pénurie de personnel.

A ces planifications, la CRS apporte l'expérience positive qui est la sienne: elle a en effet réussi, au cours des quatre dernières années, et moyennant une dépense minimale, à intéresser près de 1000 infirmières qui n'exerçaient plus leur activité professionnelle à un cours d'introduction de deux jours sur le thème des «Soins en cas de catastrophe». Nombre de participantes à ce cours ont déclaré qu'elles accueilleraient volontiers une formation approfondie et seraient en principe prêtes à se mettre à la disposition de la Croix-Rouge.

Parallèlement, l'Alliance suisse des samaritains (ASS), membre corporatif de la Croix-Rouge suisse, qui se consacre principalement à l'enseignement des premiers secours à la population et qui compte quelque 50 000 membres, a pu constater une disponibilité dans ses rangs à se mettre à disposition pour des engagements en cas de catastrophe.

A la lumière de ces constatations, la CRS et l'ASS ont pensé qu'elles pourraient éventuellement assumer ensemble à l'avenir la responsabilité des postes sanitaires locaux. La CRS mettrait à disposition le personnel professionnel, l'ASS les non-professionnels. C'est en 1992 vraisemblablement que les premiers tests-pilotes de ce nouveau modèle seront lancés. La CRS et l'ASS pourraient ainsi fournir au Service sanitaire coordonné le potentiel en personnel, qui fait cruellement défaut aujourd'hui.

d) Intégration de groupes marginaux dans les activités de la Croix-Rouge

La consommation de drogue au grand jour dans certaines villes de Suisse alémanique, et à plus ou moins grande échelle, a provoqué la réapparition de nouvelles formes de pauvreté. Mais les augmentations de loyers dues à la forte hausse des taux hypothécaires ont, elles aussi, relancé le débat public, ces deux dernières années, sur les détresses

sociales qu'elles ont occasionnées au sein de certaines couches de la population.

La pauvreté deviendra à l'avenir, également pour la CRS et toutes ses sections locales, un thème plus important. A cet égard, il ne peut pas s'agir en premier lieu pour la Croix-Rouge d'accorder des aides financières à des individus ou des familles. Car au fond, la Suisse a ses réseaux sociaux et d'assistance sociale. Mais nombre de personnes concernées ont honte de leur pauvreté ou ignorent les possibilités qui s'offrent à elles. C'est à ce niveau-là que la CRS peut intervenir en redonnant du courage aux personnes qui ont besoin de soutien et en les encadrant sur le plan humain, afin qu'elles fassent part de leurs besoins aux instances officielles sans le moindre sentiment de honte et reçoivent leur dû, tout en conservant leur dignité.

- *Possibilités, mais limites aussi, de l'aide en faveur des toxicomanes et des sidaïques*

Depuis 1988, la CRS est préoccupée par le phénomène du sida, également en dehors de son service de transfusion du sang. Mais elle ne s'occupe pas des campagnes d'information auprès de la population et dans les écoles. Elle se borne à transmettre une information spécifique et continue dans ses cours de santé à la population et à préparer les bénévoles de la Croix-Rouge ainsi que les auxiliaires de santé non professionnels (le personnel-soignant professionnel en partie aussi) à accompagner, aider et soigner les personnes séropositives et les malades atteints du sida.

En outre, la section zurichoise notamment déploie ses activités dans le domaine de la drogue afin de contribuer à empêcher la propagation du sida. On suppose qu'à l'avenir la consommation de drogues (y compris les manifestations secondaires, telles que la prostitution) aura une influence capitale sur le développement du sida.

La CRS suit très attentivement la controverse relative à la politique en matière de drogue. Il s'agit pour elle de trouver des moyens de circonscrire le sida. Les objectifs futurs sont pour le moment irréalistes: la prise en charge sociale des toxicomanes supposerait l'engagement de spécialistes excellemment qualifiés ainsi que la modification des mesures politiques rendant possible la réinsertion des toxicomanes.

Etant donné que les positions politiques à l'égard de la toxicomanie sont très controversées, l'engagement de la CRS en faveur des drogués se heurte également à la critique et nécessite un catalogue d'arguments appropriés, spécifiques à la Croix-Rouge. Mais ces derniers ne sont pas toujours compris et entraînent sporadiquement une

diminution des dons. C'est donc un nouveau défi que doivent relever la CRS et ses sections locales pour trouver leur place dans ces situations d'un nouveau type.

e) Pas de relâchement dans le domaine de l'aide aux réfugiés

Au niveau de la politique suisse d'asile, nous rencontrons exactement les mêmes controverses politiques que pour les problèmes de la drogue. Au sein de la CRS, il ne faut pas cesser de souligner clairement, à tous les niveaux, les raisons pour lesquelles les demandeurs d'asile qui arrivent dans notre pays ont des besoins humanitaires dont la Croix-Rouge doit s'occuper, indépendamment de la question de savoir si l'on pourra ou non donner suite un jour à leur demande d'asile. Mais aujourd'hui déjà, la CRS est l'une des deux plus importantes organisations de secours aux réfugiés de Suisse. Son engagement au niveau du personnel et du financement dans ce domaine a augmenté d'une manière considérable au cours de ces trois dernières années.

Il semble que ces prochaines années aussi, la CRS se trouvera confrontée à de nouvelles tâches dans son assistance aux réfugiés, car les services de l'Etat ne pourront plus guère venir à bout des problèmes médicaux notamment. C'est ce qu'indique actuellement une étude de l'Université de Berne, demandée par la CRS, sur la situation des réfugiés en Suisse qui ont été torturés dans leur pays. Jusqu'à ce jour, les structures spécifiques appropriées ont fait défaut dans notre pays pour aider ces personnes.

Mais la CRS devrait également contribuer à l'avenir à prévenir le risque d'importation de maladies contagieuses dangereuses, en faisant passer à tous les demandeurs d'asile arrivant en Suisse un rapide examen de santé à la frontière.

2. LA CROIX-ROUGE SUISSE FACE AUX DÉFIS DES ACTIVITÉS À L'ÉTRANGER

Les prestations d'assistance à l'étranger en faveur d'êtres humains dans l'indigence font régulièrement partie intégrante, depuis de nombreuses années, des activités de la CRS, lesquelles se sont constamment amplifiées au cours de ces vingt dernières années. Des engagements importants dus à des catastrophes ont entraîné des variations de cette aide.

Aujourd'hui, la CRS est engagée dans des projets d'aide d'urgence, d'aide à la reconstruction (aide humanitaire) et de coopération au développement. Dans ces trois secteurs, elle est un partenaire reconnu des services officiels compétents en Suisse et elle engage également des fonds publics dans ces activités.

En sa qualité de Société nationale d'un pays situé au cœur de l'Europe, la CRS se trouve également confrontée aux questions que pose la collaboration future des Sociétés nationales de la Croix-Rouge au niveau européen.

Du point de vue du principe d'humanité de la Croix-Rouge, la prévention de la souffrance humaine est la meilleure forme possible d'activité pour la Croix-Rouge. C'est pourquoi nous nous penchons tout d'abord sur les défis que pose l'engagement de la CRS dans la coopération au développement, avant de considérer l'aide d'urgence et l'aide à la reconstruction, plutôt traditionnelles, et de donner enfin quelques indications sur les aspects de la coopération européenne.

A. Défis lancés à la coopération au développement

La CRS a pour objectif d'apporter sa contribution à la lutte contre la paupérisation croissante et en vue de conserver et améliorer la santé des populations des pays du tiers-monde. La CRS veut aussi contribuer à améliorer l'équilibre social et à protéger les vies menacées, dans les relations Nord-Sud, mais aussi au sein des différents pays du tiers-monde.

Par une coopération intensive avec des partenaires locaux, la CRS espère obtenir la réalisation, grâce à ses projets, de solutions adaptées pour un développement social autonome et stable.

Les problèmes que posent la communication, la technologie, l'écologie, les échanges culturels et l'amélioration des capacités de gestion des partenaires locaux font aussi régulièrement partie intégrante des projets de la CRS.

Ainsi les objectifs opérationnels comprennent-ils toujours l'encouragement au développement organisationnel des partenaires locaux, notamment des Sociétés-sœurs de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge,

● *Thème principal: les soins de santé primaires*

A l'avenir également, la CRS mettra l'accent sur les soins de santé primaires et le développement des services à la communauté. Elle se

concentrera sur les pays où les besoins sont les plus urgents et où s'exerce la plus forte pression en vue de diminuer les prestations de l'Etat en matière de santé et d'éducation.

Dans son engagement dans le domaine des soins de santé primaires, la CRS met l'accent sur la formation de «promoteurs» et «promotrices» de la santé et sur la création de structures d'autoassistance avec des organisations communautaires, en particulier dans les zones rurales. Hormis ces soins, elle offre également un soutien dans des domaines spécifiques comme l'ophtalmologie, la transfusion de sang en Afrique, y compris le contrôle du HIV, ainsi que la création de services de santé sur une échelle moyenne, en particulier en Indochine. Si possible, plusieurs projets devraient être réunis en un programme national, afin d'obtenir un effet de synergie.

La misère du tiers-monde est gigantesque. Il y aurait donc sur tous les continents des possibilités d'engagement presque illimitées pour la CRS. La mission difficile de la Croix-Rouge a toujours été et reste de réaliser un maximum d'humanité avec des effectifs et des moyens financiers beaucoup trop faibles.

C'est pourquoi la CRS doit opérer un choix difficile et opposer un refus à de nombreuses demandes d'assistance. Sa responsabilité à l'égard des bienfaiteurs la contraint à exiger beaucoup, notamment de ses partenaires locaux aussi. Rien ne serait plus catastrophique pour sa crédibilité que les médias dénoncent la mauvaise gestion de certains projets de développement de la CRS. Les contrôles réguliers des résultats et les évaluations par des personnes de l'extérieur font donc partie intégrante de tous les projets de développement de la CRS.

B. Aide humanitaire

La CRS s'engage depuis des années à apporter les secours d'urgence dans des situations de catastrophe, d'une manière discrète, mais adaptée, donc efficace. Ce postulat a plus que jamais son importance. On continue encore de profiter des catastrophes pour vider les entrepôts de leurs excédents ou pour favoriser les échanges extérieurs!

● *Dangereux besoin d'acquérir une image de marque*

La pression exercée sur les médias modernes (les équipes de télévision arrivent sur les lieux de la catastrophe pratiquement en même temps que les secouristes), contraints de produire du «sensational», encourage la tendance de nombreuses organisations humanitaires à

déployer des effectifs énormes en hommes et en matériel et de légitimer ensuite cette présence d'une manière ou d'une autre.

En dépit de tous les efforts déployés pour soigner son image, la Croix-Rouge ne doit pas succomber à la tentation de se laisser entraîner dans ce sillage!

A court terme, cela peut être difficile et dommageable pour son image. La CRS a ainsi couru le risque d'être critiquée en refusant de collaborer à une campagne d'entraide (envoi de paquets) mise sur pied par certaines entreprises et des radios locales. Mais rien n'aurait été plus dangereux que d'avoir participé à une action reconnue comme inutile par des représentants de la CRS sur place. La concurrence entre les médias aurait à coup sûr cloué la CRS au pilori! La Croix-Rouge n'a pas besoin d'être plus rapide qu'elle ne l'est grâce à ses moyens de transport et de communication modernes. Elle doit en tout premier lieu rester fiable et crédible pour la vaste population qui la soutient.

● *Une coopération qui a fait ses preuves*

En Suisse, le Corps suisse pour l'aide en cas de catastrophe, dépendant de la Confédération, l'Office fédéral des troupes de protection aérienne ainsi que deux membres corporatifs de la CRS, à savoir la Garde aérienne suisse de sauvetage (REGA) et la Société suisse des chiens de catastrophe (SSCC), et la CRS elle-même avec sa Centrale de matériel et les spécialistes de l'envoi des secours et ceux de la distribution des secours se sont associés en une «chaîne de sauvetage». Leur doctrine incontestée prévoit qu'une action de secours est déclenchée après l'annonce d'une catastrophe uniquement sur la base d'une demande concrète et sûre formulée par le(s) pays touché(s) ou sur la base des déclarations de leur propre équipe de reconnaissance.

La CRS ne veut donc pas se lancer dans des actions de secours inefficaces, mais fortement médiatisées. Elle se trouve pourtant confrontée, comme toutes les autres organisations privées d'entraide, au fait que l'Etat, par des distributions de vivres ainsi que par la mise à disposition de moyens de transport par des unités militaires, reprend une partie — spectaculaire — des secours d'urgence que la Croix-Rouge dispensait autrefois.

● *Nouveau rôle de la Croix-Rouge*

Il va de soi que les organisations d'entraide traditionnelles ont toujours un rôle à jouer, mais il s'agit plutôt de son aspect discret, peu visible; le besoin, notamment des milieux militaires, de paraître sous un jour favorable au détriment de la Croix-Rouge est problématique à

long terme et appelle un changement des règles du jeu de la coopération. Pourquoi n'affecterait-on pas temporairement des unités de l'armée à un commando de la Croix-Rouge?

Une fois que la phase aiguë de la catastrophe est passée et que les représentants des médias se sont retirés, la Croix-Rouge reste sur place avec d'autres organisations d'entraide expérimentées, pour s'attaquer à un travail important et de longue haleine: la reconstruction.

Les actions d'aide d'urgence se transforment souvent, par la reconstruction, en une coopération au développement à long terme. Nous sommes de plus en plus confrontés au fait que les catastrophes naturelles ou les destructions résultant de conflits ne constituent que la partie visible et la plus spectaculaire d'une crise chronique dont les causes sont d'ordre économique, écologique et politique. De toute façon, notre engagement dans des régions sinistrées ne doit pas nous empêcher de tenir compte de ces corrélations et d'agir par conséquent en faveur des groupes de population les plus fortement défavorisés du tiers-monde.

À l'avenir, les efforts de reconstruction consécutifs aux catastrophes influenceront encore plus fortement que par le passé les mesures d'aide d'urgence. Cela concerne notamment la livraison de secours (vivres, vêtements), qui déstabilisent rapidement les marchés locaux. Selon toute probabilité, l'achat de marchandises sur place devra continuer de prendre de l'importance.

3. NOUVELLES QUESTIONS À PROPOS DE LA COOPÉRATION EN EUROPE

Au sein de l'organisation centrale de la CRS, les départements Suisse et Etranger ont pendant longtemps déployé leurs activités — apparemment à l'instar de nombreuses Sociétés-sœurs — d'une manière pratiquement indépendante les uns des autres, ce qui a été possible parce que les problèmes à étudier étaient de nature très variée.

Depuis trois ans environ, un changement se dessine, dû aux mouvements de réfugiés et aux mouvements migratoires: la section de Lausanne de la CRS a ouvert en automne 1985 un bureau d'aide au départ (pour les demandeurs qui doivent quitter le pays), et la section de Genève en a ouvert un à l'automne 1986. Comme un nombre de plus en plus important de requérants d'asile ont été contraints de repartir, le service des réfugiés affecté aux activités déployées en Suisse a tourné son regard vers les pays d'origine des demandeurs

d'asile, mais aussi vers les pays du tiers-monde offrant des possibilités d'accueil.

- ***La coordination de la pensée et de l'action: un problème complexe***

On réfléchit depuis 1989 en Suisse aux possibilités de s'attaquer à la racine des causes des mouvements de fuite et autres migrations forcées, et un échange de vues entre les départements Suisse et Etranger a commencé au sein de la CRS.

En outre, une coopération intensive s'est développée pendant cette même période entre les services responsables des réfugiés des différentes Sociétés de la Croix-Rouge en Europe occidentale, coopération qui sert à rechercher en commun des solutions et à échanger des expériences. Des questions de «politique» aussi ont été discutées conjointement.

Les contacts internationaux ne sont plus depuis longtemps l'apanage des départements chargés de l'aide humanitaire internationale et de la coopération au développement. Il y a deux ans, un *Groupe d'étude sur le sida* composé de représentants des Sociétés de la Croix-Rouge d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale a également vu le jour — en l'occurrence, il s'agit également de contacts entre les différents départements des affaires intérieures.

Il devient de plus en plus évident que pour une Société nationale de la Croix-Rouge en Europe occidentale, il n'est guère de tâche, au sein de son département des affaires intérieures, pour laquelle l'échange régulier d'expériences à l'échelon international ne vaille la peine. Cela vaut également même si les modèles d'un pays ne peuvent être reportés tels quels à un autre. L'effort commun du processus d'intégration politique en Europe prend de l'importance, et ses effets sociaux ont à juste titre déjà été évoqués à maintes reprises dans des conférences internationales de la Croix-Rouge.

- ***Il ne suffira pas d'improviser***

Mais jusque maintenant, les structures restent insuffisantes et dépendent souvent d'initiatives occasionnelles. Il n'existe encore aucun niveau européen de la Croix-Rouge qui soit institutionnalisé d'une manière satisfaisante. Ni en Europe occidentale, où la CRS en qualité de Société nationale d'un pays ne faisant pas partie de la Communauté Européenne a la chance de pouvoir néanmoins participer à des rencontres internationales, et sans parler de l'Europe tout entière jusqu'à la mer Noire.

Mais c'est précisément la coopération avec les Sociétés nationales de la Croix-Rouge de l'ancien Bloc de l'Est qui est une nouvelle expérience pour la CRS. Il semble que cette coopération devrait devenir une tâche commune des départements de la CRS chargés des activités pour la Suisse et l'étranger.

Car en Europe de l'Est, des Sociétés de la Croix-Rouge ont été, à la suite des événements politiques, ramenées au rang de Sociétés nationales des pays du tiers-monde; elles se voient confrontées à des tâches pour lesquelles le savoir-faire des départements des affaires intérieures de leurs Sociétés sœurs d'Europe occidentale leur sera utile.

L'Europe en pleine mutation implique aussi une réorganisation et une réorientation de la Croix-Rouge sur ce continent. La CRS n'a aucune réponse toute faite à offrir, mais elle est prête à collaborer à la recherche.

Kurt Sutter

*Secrétaire général adjoint
Croix-Rouge suisse*
